

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

Mende, le 24/06/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 20/06/2024

**Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**GIP AUBRAC GEVAUDAN**  
centre hospitalier  
48120 Saint-Alban-sur-Limagnole

Références : 2024-06-258  
Code AIOT : 0006605682

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement GIP AUBRAC GEVAUDAN implanté centre hospitalier BP 3 48120 Saint-Alban-sur-Limagnole.

La visite d'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des ICPE qui prévoit une périodicité de 7 ans pour les sites soumis à enregistrement; la précédente visite remonte à 2017.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIP AUBRAC GEVAUDAN
- centre hospitalier BP 3 48120 Saint-Alban-sur-Limagnole
- Code AIOT : 0006605682    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Les installations contrôlées consistent en:

- une laverie industrielle (régime E), en charge de traiter le linge issus des établissements médicaux sociaux de la Lozère, elle même basée au centre hospitalier François Tosquelles,
- les chaudières associées à la laverie, et à l'hôpital (régime DC).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels (défense incendie), et chroniques (rejets eau/air)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                       | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-----------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | rejets liquides       | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 38  | Demande d'action corrective -<br>Demande de justificatif à l'exploitant                                  | 3 Mois                |
| 7  | Rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 22/06/2024, article 6.3 | Demande d'action corrective -<br>Demande de justificatif à l'exploitant                                  | 4 Mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                    | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|--------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | conformité installations électriques | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 19  |                   |
| 2  | protection incendie                  | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20  |                   |
| 3  | Rétentions                           | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25  |                   |
| 4  | Prélèvements d'eau                   | Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27  |                   |
| 6  | Evacuation fumées chaufferie         | Arrêté Ministériel du 25/07/1997, article 2.4 |                   |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations contrôlées sont apparues bien tenues et bien exploitées, les éléments demandés par l'inspection étaient tenus à disposition par l'exploitant.

De façon générale, la visite de terrain et les contrôles réalisés (installations électriques, équipements sous pression, détection incendie, extincteurs, rejets dans l'air et dans l'eau), montrent que l'exploitation de la laverie et des chaudières est sérieuse et permet d'éviter les impacts environnementaux, chroniques ou accidentels.

Les remarques issues de l'inspection portent sur deux compléments de contrôles à réaliser par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : conformité installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté les rapports de contrôles des installations électriques en date du mois de mars 2024 pour la laverie mais aussi la chaufferie. Aucun écart n'y est relevé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |



## N° 2 : protection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 20

**Thème(s) :** Risques accidentels - Protection incendie

### **Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un moyen direct ou indirect permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN 100 ou DN 150 implantés de telle sorte qu'une entrée du site se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes, destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.

### **Constats :**

Les extincteurs et le système de détection incendie font l'objet de contrôles annuels, ceux réalisés en mars 2024 ne mettent pas en évidence d'écarts.

En cas d'alarme incendie, l'astreinte technique de l'hôpital est alertée.

Deux poteaux incendie sont installés à moins de 50 m de la laverie. Leur débit a été testé et est conforme (dernier relevé: 65m<sup>3</sup>/h).

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Rétentions

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 25                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - rétention                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'ensemble des produits de traitement de la laverie est en rétention (moins de 3m3 au total), les volumes de rétention sont conformes.                                                                                                                                                                                          |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 4 : Prélèvements d'eau

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 27                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - prélèvements d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement. Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m <sup>3</sup> /h et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau. Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> par an. La réfrigération en circuit ouvert est interdite. |
| <b>Constats :</b><br><br>Le prélèvement d'eau pour la laverie (source complétée par le réseau public) est de moins de 8000 m <sup>3</sup> /an, et respecte les critères ci-dessus.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Respect de la prescription :</b> <input checked="" type="checkbox"/>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

## N° 5 : rejets liquides

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 38                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rejets liquides                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les modalités de raccordement ;</li><li>- les valeurs limites avant raccordement ;</li></ul> <p>Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La convention de déversement au réseau communal n'a pas été demandé par l'inspection.</p> <p>Les rejets font l'objet d'un contrôle semestriel.</p> <p>Les mesures réalisées en décembre 2023 sont conformes aux valeurs limites applicables aux MES, DCO, DBO5, Azote et phosphore.</p> <p>Elles seront renouvelées en juin 2024.</p> <p>Les rejets sont suivis en continu pour ce qui concerne le pH et la température (sans écart).</p> <p>Cependant les polluants dits spécifiques au secteur d'activité visés à l'article 37-3 (mêmes VLE pour rejet en milieu naturel et en station d'épuration) ne sont pas analysés: il s'agit des AOX, Hydrocarbures, de métaux, et du chloroforme.</p> <p>Même si l'activité de la laverie n'amène pas à suspecter la présence de ces polluants, il est nécessaire de réaliser une analyse de ces paramètres au moins une fois pour vérifier que les flux (en g/j) n'impliquent pas d'autosurveillance au titre de l'article 56 de l'arrêté ministériel.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est nécessaire de réaliser lors du prochain contrôle périodique une analyse de ces paramètres au moins une fois pour vérifier que les flux (en g/j) n'impliquent pas d'autosurveillance.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |



**Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant**

**Proposition de délais : 3 Mois**

**N° 6 : Evacuation fumées chaufferie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 25/07/1997, article 2.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Désenfumage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>2.4. Comportement au feu des bâtiments<br><br>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faible résistance...). |
| <b>Constats :</b><br><br>Deux "skydomes" associés à une commande manuelle accessible ont été installés dans le bâtiment de la chaudière biomasse.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

## N° 7 : Rejets atmosphériques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/06/2024, article 6.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rejets atmosphériques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O <sub>2</sub> , SO <sub>2</sub> , poussières, NO <sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons.<br><br>Liste des substances à contrôler dans les rejets atmosphériques (article 6.2.4 de l'arrêté ministériel) <ul style="list-style-type: none"><li>• chaudière biomasse : NO<sub>x</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, dioxines et furanes, COV, CO</li><li>• chaudière fioul domestique : poussières uniquement, CO</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>La dernière mesure des rejets atmosphérique des chaudières a été effectuée en avril 2017, depuis l'autosurveillance bi annuelle n'a pas été réalisée.<br><br>La chaudière biomasse est arrêtée suite à une problème technique et ne redémarrera qu'en octobre.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant communique sous 1 mois la commande et fait procéder sous 4 mois au contrôle des rejets atmosphériques des 3 chaudières du site, et au plus tôt après redémarrage de la chaudière biomasse.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 4 Mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |





Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 24 juin 2024

Le Directeur Régional

à

Monsieur le Préfet de la Lozère  
Secrétariat Général  
Bureau de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Rue du Faubourg Montbel  
48000 MENDE

**Bordereau de transmission d'un  
rapport de visite d'inspection**

Affaire suivie par : Yves BOULAIGUE  
Téléphone : 0608877643  
Courriel : yves.boulaigue@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 2024-06-258  
Code AIOT : 0006605682  
Pièces jointes :

- Rapport de l'inspection du 20 juin 2024

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le rapport établi par l'Inspection des installations classées suite à la visite du 20 juin 2024 de l'AIOT GIP AUBRAC GEVAUDAN, implanté centre hospitalier BP 3 48120 Saint-alban-sur-limagnole.

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement, une copie de ce rapport d'inspection est transmise à l'exploitant afin de lui permettre, dans un délai de 15 jours, de formuler ses observations et de mentionner les informations qui ne devraient pas être publiées pour des raisons de confidentialité.

J'appelle votre attention sur le fait que l'inspection, du fait des constats mis en évidence, vous propose dans ce rapport des suites administratives.

P/Le Directeur Régional, et par délégation,  
Le Chef de l'Unité inter départementale Gard-Lozère,

Pierre CASTEL

